ÉTIENNE BALAZS

la bureaucratie céleste

recherches sur l'économie et la société de la chine traditionnelle

TEL gallimard

PRÉSENTATION

L'auteur de ces études, Étienne Balazs (1905-1963), un des plus grands historiens de la Chine dans l'Occident contemporain, est né à Budapest et fit son apprentissage de sinologue en Allemagne, car ni la Hongrie ni l'Autriche ne dispensaient alors d'enseignement du chinois. Il obtint son doctorat à l'Université de Berlin avec une thèse, aussi neuve que solide, sur l'histoire économique des Tang (Beiträge zur Wirtschätsgeschichte der T'ang-Zeit, 618-906, *Berlin, 1931-1933, 227 pages*), *époque choisie en raison de sa position cruciale entre l'époque antérieure des Six Dynasties (III*e*-VI*e *siècles), que Balazs appelait le Moyen Age, et celle des Song (X*e*-XIII*e *siècles) qui marquait, selon lui, le début des Temps modernes en Chine. C'était la première fois, du moins dans la sinologie occidentale, qu'on abordait sérieusement l'aspect économique de l'histoire de la Chine, saisie ici à l'un de ses apogées, alors que l'Empire chinois était le centre le plus brillant de la civilisation universelle. A partir de ce point axial, les recherches de Balazs devaient par la suite se développer à la fois vers le « Moyen Age » et vers les « Temps modernes »; ceux-ci feront l'objet de ses derniers travaux.*

Mais pendant une quinzaine d'années les événements politiques, auxquels il réagissait avec une sensibilité vibrante, allaient le détourner de la Chine et de son histoire. Quittant l'Allemagne après l'avènement de Hitler, il était venu s'installer en France dont il devait, mais plus tard seulement, adopter la nationalité. A l'ouverture de la guerre, il tombait sous le coup de la législation française concernant les ressortissants de pays ennemis; sous l'occupation, en tant qu'anti-nazi notoire, il était menacé à la fois par les autorités allemandes et par celles de Vichy. Il alla se

*terrer dans un petit village du Quercy, où il se mit à gaver des oies pour assurer sa subsistance et celle des siens. La guerre finie, sa fierté ombrageuse, jointe à un pessimisme né d'une vie tourmentée, le retint longtemps loin de Paris. C'est d'alors (1948) que datent ses articles sur la crise de la fin des Han, les premiers qu'il ait publiés en français, tout frémissants de l'angoisse que lui inspirait l'état de l'Europe et du monde dont il trouvait comme une anticipation dans la Chine déchirée des IIe-IIIe siècles de notre ère. En 1949, il fut enfin récupéré par notre Centre national de la recherche scientifique, grâce auquel il put rédiger ses deux volumes d'*Études sur la société et l'économie de la Chine médiévale *(Leiden, 1954, 448 pages), qui attirèrent aussitôt l'attention. Bientôt il fut chargé d'enseigner l'histoire de la Chine à l'École des Hautes Études, dans la section récemment créée des sciences sociales et économiques. Dès lors on le voit multiplier les publications, les prises de contact en France et à l'étranger, les communications dans les congrès et dans les sociétés savantes, où il s'attache à réactiver et à rajeunir les études chinoises. Il prend la direction d'un « Projet de Manuel de l'histoire des Song », entreprise collective et internationale dont la réalisation se poursuit aujourd'hui. Ses voyages le conduisent en 1957 jusqu'au Japon où, victime du surmenage qu'il s'imposait après ses années d'isolement et de privations, il subit la première atteinte du mal cardiaque qui devait l'emporter à l'âge de cinquante-huit ans. Il laissait beaucoup de travaux en cours, plus ou moins achevés. L'un d'eux est publié ici pour la première fois. Un autre, une belle synthèse de l'histoire des institutions chinoises depuis la fin des Han jusqu'au XIIe siècle, vient d'être inclus dans un volume posthume intitulé* Histoire et institutions de la Chine ancienne *(P.U.F., 1967, 322 pages dont les deux tiers sont de Balazs) où, la haute époque, des origines aux Han, est traitée par un autre grand historien de la Chine, Henri Maspero (1883-1945), qui fut un des maîtres de Balazs et, de son vivant, le meilleur connaisseur de l'Antiquité antérieure aux Han (Xe-IIIe siècles avant J.-C.).*

Celle-ci ne semble pas avoir séduit Balazs, sans doute parce que la nature de la documentation en rend ingrate l'étude économique et sociale. Or c'est sur ce double aspect de l'histoire de la Chine qu'a essentiellement porté l'effort de Balazs. Il s'était intéressé au marxisme, mais c'est surtout l'influence de Max Weber, mort juste avant son arrivée en Allemagne, qui détermina son orientation et qui reste sensible dans toute son œuvre. Ce que

Balazs cherchait dans la sinologie, c'étaient des données comparatives propres à asseoir sur une base élargie les questions sociales et économiques qui se posaient dans sa jeunesse, surtout dans son pays natal alors profondément troublé, et qui l'engageaient tout entier. On verra ci-dessous sa conception des rapports entre le sujet de la recherche comparative et l'objet de sa recherche, et comment celui-là peut trouver en celui-ci comme un « reflet » de ses propres problèmes, riche en différences instructives. Balazs faisait sienne aussi la vieille formule de l'historiographie chinoise, selon laquelle le passé est un miroir tendu au présent. De là, dans tout ce qu'il a écrit, cet accent personnel et vivant, voire passionné, qui s'exprime avec un talent littéraire indéniable. Mais cet historien aux vues hautes et larges, dont l'imagination scientifique était si vive, cet esprit d'une profonde originalité et d'une culture infiniment variée, était en même temps un érudit sévère, sûr de sa méthode et de sa critique. La philologie n'était pour lui qu'un moyen, mais il n'en ignorait pas les exigences. Son but, c'était de dégager « les fondements économiques et la structure sociale d'une grande société » dont la découverte, à son sens, « égalait peut-être en importance celle de l'Amérique », et d'en tirer des leçons comparatives qui touchaient à l'actualité la plus brûlante. « A notre siècle russo-américain succédera un XXIe siècle chinois », écrivait-il en 1954. Les événements survenus depuis lors vont dans le sens de ce pronostic. Tout au plus Balazs n'avait-il peut-être pas prévu la « révolution culturelle » déclenchée en 1966 et qui va justement contre ce bureaucratisme et ce mandarinisme dont il faisait un des traits caractéristiques de la « pérennité chinoise », encore valable, pensait-il, pour le Gouvernement populaire de la République de Chine. Mais qui sait si cette révolution dans la révolution ne vise pas à renforcer plutôt qu'à détendre cette emprise inflexible de l'État que des siècles de théorie et de pratique politiques avaient instaurée en Chine et que Balazs voyait en passe de s'étendre à tout le monde moderne?

Un recueil d'articles de Balazs a été publié en anglais, peu après sa mort, par les soins de l'Université Yale (Chinese Civilization and Bureaucracy, Variations on a Theme, *New Haven, 1964, XX et 309 pages). Il a semblé que le public français devrait avoir accès, lui aussi, à ces études d'un intérêt si général et si actuel, mais qui ont paru pour la plupart dans des publications réservées aux spécialistes. Les articles choisis ne sont pas tous les mêmes que dans le recueil américain, et on y a ajouté la traduction française*

de trois conférences faites par Balazs à l'Université de Londres l'année même de sa mort. Le titre qui a été choisi par l'éditeur ne trahit sans doute pas la pensée de l'auteur qui faisait remarquer[1] *: « Tout en parlant des problèmes économiques et sociaux d'un État confucianiste de lettrés fonctionnaires, j'ai effleuré, malgré moi, mainte question d'une société totalitaire et bureaucratique qui n'existe pas encore, ou plutôt qui est en train de s'édifier, en Chine et ailleurs. »*

P. Demiéville.

1. Ci-dessous, p. 23. — La romanisation des noms et des termes chinois a été adaptée, dans ce volume, au système de transcription dit *pinyin*, qui a cours actuellement en Chine populaire.

NOTE SUR LA TRANSCRIPTION DES TERMES CHINOIS

Il existe plusieurs systèmes de transcription des idéogrammes chinois. Ils sont tous assez peu satisfaisants pour le lecteur français qui essaierait de restituer d'après eux la prononciation chinoise. Par exemple le nom de famille de l'actuel Premier ministre chinois se transcrit, au moyen de l'officiel « Alphabet Phonétique Chinois » (pinyin zimu), ZHOU *;* TCHEOU, *si l'on utilise le système de l'École française d'Extrême-Orient;* CHOW, *d'après l'un des systèmes anglais; mais se prononce, approximativement,* djo *comme le prénom américain Jo.*

Dans ces conditions, pour normaliser les différentes transcriptions utilisées par E. Balazs selon le pays où paraissaient ses articles, l'Alphabet Phonétique Chinois a été préféré, non seulement parce qu'il a été adopté par l'École des Langues orientales et la Sorbonne, mais surtout parce qu'il est depuis 1958 enseigné en Chine pour faciliter l'apprentissage des caractères, et destiné à les remplacer à plus ou moins longue échéance. C'est le système également employé pour classer les caractères dans les différents dictionnaires publiés à Pékin.

Ce système dans ce livre risque de dérouter le lecteur en ce qui concerne les noms des contemporains qu'il est habitué à voir orthographier dans la presse, en général, selon une transcription anglaise, le système Wade. Cependant, étant donné que la plupart des noms transcrits appartiennent à l'histoire de la Chine classique, les inconvénients ont paru limités. Le lecteur, non spécialiste, qui voudrait lire les études ici réunies parallèlement à des ouvrages édités antérieurement ou en se reportant aux références pourra recourir à la table de concordance située en fin de volume.

Société et bureaucratie

LES ASPECTS SIGNIFICATIFS DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE *

La découverte de la Chine égale peut-être en importance la découverte de l'Amérique, mais moins soudaine que celle-ci, elle s'est échelonnée sur plusieurs siècles. Il y eut d'abord une Chine fantastique, apparaissant en marge de la curiosité occidentale envers les pays fabuleux susceptibles d'une entreprise conjointe de colonisation et de christianisation, et l'orientalisme naissant se jeta avidement sur ce nouvel objet pour lui arracher ses secrets. La langue, les croyances et les coutumes furent tout naturellement au centre de ces premières préoccupations.

Une prise de contact plus intime et l'établissement des missionnaires dans l'Extrême-Orient dévoilaient à une Europe étonnée et enchantée la surprise d'une Chine rationaliste et idéalisée, à l'image de l'absolutisme éclairé, et voici que les religions et les systèmes de philosophie de la Chine firent leur entrée et élargirent l'horizon occidental. Plus tard, au cours du XIXe siècle, suivant de près la marche de l'évolution des sciences, la sinologie inventorie et dresse des catalogues, et annexe aux provinces déjà découvertes les nouveaux domaines de l'histoire, de la littérature, du théâtre, du folklore, de la mythologie; le zèle des collectionneurs, des chercheurs et des entrepreneurs de fouilles y ajoute l'art et l'archéologie. Parallèlement à la division du travail dictée par les impératifs de la science moderne, la sinologie se diversifie aussi pour pouvoir engranger la masse sans cesse accrue des connaissances du monde chinois. Mais aussi grands qu'aient été les progrès de

* Exposé fait le 2 mai 1952 au Centre Culturel International de l'Abbaye de Royaumont dans le cadre des « Journées de Civilisation Chinoise ».

la sinologie au cours de cette lente et pénible découverte, et malgré le perfectionnement de ses instruments, ses démarches restent déterminées par les vues étroitement subjectives de l'Occident, centrées sur les intérêts du conquérant. Les quelques rayons du spectre chinois qui atteignent la conscience occidentale n'y entrent que tamisés par les verres épais, grossissants et déformants, du XIXe siècle. Ce n'est que l'apparition de la Chine comme sujet agissant sur la scène de la politique mondiale, au début du XXe siècle, qui apportera la dernière découverte : une société orientale en pleine ébullition...

C'est précisément cette effervescence, cette fermentation, qui imposent aux esprits avertis, à l'Est comme à l'Ouest, la question brûlante, immédiate : où va la Chine? Et, presque aussitôt, on se pose l'autre question : quelle a été l'évolution de la plus grande société orientale, antique et actuelle tout à la fois, unique du point de vue de sa durée? Quelles sont les lois qui ont présidé à l'évolution d'une société essentiellement différente de l'humanité occidentale, et quelles peuvent en être les conséquences tendancielles?

Ainsi, si l'on considère la sinologie comme le nom collectif de diverses disciplines scientifiques — linguistique, ethnologie, archéologie, histoire politique, histoire de l'art, de la philosophie des religions, des sciences, sociologie, etc., dont le dénominateur commun est la Chine, un subcontinent doté d'une histoire de quatre mille ans — il est naturel que l'apparition, l'évolution et l'importance de ces différentes branches aient été déterminées par le rapport changeant entre le sujet, l'Occident et sa science, et son objet, la Chine. Or, ce qui a singulièrement compliqué les relations sujet-objet et ce qui fait que nous nous trouvons à présent au point de convergence de ces rapports, c'est que l'objet lui-même, loin d'être inerte et mort, s'est changé en sujet et a subi une évolution vertigineuse : d'un empire moyenâgeux, la Chine du jour au lendemain est devenue une puissance mondiale, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire un pouvoir en puissance, à possibilités illimitées.

Cependant, en même temps que s'est dressé devant l'Occident ce facteur non négligeable, une Chine indépendante, le réveil qui s'est opéré en Chine même a été accompagné d'une nouvelle prise de conscience de la société chinoise, repliée jusqu'alors sur elle-même. J'entends par là que les Chinois ont commencé à redécouvrir leur patrie. Cette redécouverte

n'était pas directe non plus. Toute à sa tâche de modernisation, la nouvelle génération chinoise, celle de 1912, était trop occupée à imiter la technique, à assimiler les idées, à adopter les méthodes de l'Occident, trop avide des collèges américains et des universités de l'Europe, pour avoir le temps et le goût des choses chinoises. Mais bientôt la sinologie chinoise, en déclin depuis le XVIIIe siècle, mais incomparablement plus riche en traditions et en possibilités que la nôtre, et portée maintenant par le nationalisme virulent de la Jeune Chine, arrivera par ce curieux détour à se pencher sur les problèmes de la Chine, à interroger son passé et son avenir.

C'est ainsi que de part et d'autre, revenant d'une égale suffisance, surmontant l'orgueil opposé mais identique de leur supériorité respective, Orient et Occident, savants chinois et européens, ont découvert à peu près au même moment, entre les deux guerres mondiales, l'existence de la société chinoise. C'est-à-dire l'existence d'une société particulière, d'un type de société distinct de celui des autres sociétés connues, régi par des lois différentes, suivant une évolution autonome, subitement interrompue, semble-t-il, par l'irruption de l'Occident, et offrant aux yeux des contemporains l'énorme déchirement, l'immense point d'interrogation des désordres de la Chine actuelle.

Voilà, très superficiellement esquissés, les conditions et le cadre dans lesquels se posent les problèmes de la société chinoise. L'orientation et les méthodes de cette branche spéciale de la sinologie ont donc subi deux influences fondamentales, celle de l'actualité politique et celle des sciences humaines modernes. C'est dire la complexité extrême du sujet dont je me propose de montrer quelques aspects. Évidemment, il est impossible d'exposer, dans le cadre d'un article sans prétentions, ne serait-ce qu'une partie des multiples problèmes de la société chinoise passée et présente, car nous nous trouvons en face d'une masse incroyable de documents à peine inventoriés en ce qui concerne la Chine ancienne; d'autre part, les préoccupations de la Chine nouvelle aboutissent invariablement à la politique internationale, dont les incidences compliquent à l'infini chaque question. Ce qui est possible, c'est de faire un choix significatif de quelques problèmes afin de montrer leur double intérêt sur le plan sinologique et sur le plan de la sociologie du XXe siècle.

Si on survole l'histoire millénaire de la société chinoise, on est frappé par la constance, la stabilité, la persévérance d'un phénomène que je voudrais appeler le *fonctionnarisme* et dont l'expression la plus visible est la continuité ininterrompue d'une classe dirigeante de *fonctionnaires lettrés*. Depuis la fondation de l'empire par Qin Shi huangdi au IIIe siècle avant notre ère jusqu'à la fin de l'ancien régime en 1912, et au-delà, c'est cette classe dirigeante de « gentlemen » éduqués qui a présidé aux destinées de la Chine, qui en a marqué chaque expression. Depuis les institutions fondamentales jusqu'aux régions les plus reculées du ciel mythologique, en passant par la littérature et les arts, il n'y a aucun domaine de la civilisation chinoise où l'on ne décèle immédiatement la présence des fonctionnaires lettrés. Comment définir ce groupe social dominant, qui est particulier à la Chine, dont les autres sociétés connues ignorent l'existence? État, caste, classe?

Ce qui caractérise au premier abord cette couche sociale, c'est le contraste saisissant entre l'insécurité de la vie, la précarité du sort de ses membres pris individuellement, et la continuité tranquille, la pérennité de son existence en tant que classe sociale. A la merci de l'arbitraire des pouvoirs publics, absolus et despotiques, les plus hauts fonctionnaires peuvent disparaître du jour au lendemain, être aujourd'hui ministres et pourrir demain au fond d'un cachot, tandis que la communauté des fonctionnaires, l'universalité bureaucratique, ne cesse de participer aux mêmes pouvoirs. Les vingt-quatre histoires officielles, monument massif du règne de la bureaucratie, contiennent en effet d'innombrables exemples de l'exécution capitale, du suicide plus ou moins volontaire, « accordé » ou exigé, des fonctionnaires. Soit dit en passant, que la statistique de ces faits symptomatiques, qui reste à faire, serait significative.

La base économique (propriété terrienne et traitements), la communauté des vues et du comportement, l'invariance du style de vie et de la traditionnelle vision du monde, favorisent à mon sens la qualification « classe ». L'éducation, le monopole de l'instruction, la notion de l'honneur, et surtout le caractère lettré du fonctionnaire chinois qui l'oppose nettement à la masse des illettrés, font pencher vers le concept d'une caste ou d'une aristocratie de l'esprit. Cependant, la sélection des fonction-

naires, l'institution des examens littéraires, quoique aussi peu démocratique que possible — contrairement à la légende répandue par ceux qui avaient tout intérêt à cacher leur monopole — bref, le choix limité par lequel la classe dirigeante se renouvelle et qui rappelle un peu la façon dont l'aristocratie anglaise maintient ses cadres en cooptant des hommes du peuple, s'opposent à la notion d'une caste fermée.

Le problème se complique encore si l'on tient compte de certains éléments de l'histoire chinoise qui rappellent le féodalisme. Je ne pense pas, bien entendu, à l'époque du féodalisme classique des Zhou, antérieure à la formation de la société bureaucratique, mais aux tendances à la reféodalisation, aux rechutes périodiques, au rôle considérable que la noblesse a joué pendant le moyen âge, à la tenacité avec laquelle elle a défendu ses latifundia et ses privilèges. Ce qui rend si malaisée l'évaluation de la structure de la société chinoise, c'est surtout le rôle ambigu du confucianisme. Issu du sein de la société féodale antique, de la Chine seigneuriale, le confucianisme est devenu le système le plus complet des intérêts, des aspirations et des idées des fonctionnaires lettrés. La métamorphose du confucianisme, de porte-parole de la noblesse déchue en organisateur de la nouvelle classe des lettrés fonctionnaires, ne manque pas d'impliquer des contradictions. La souplesse, pour ne pas dire duplicité, avec laquelle il défend les intérêts de la gentry, a trompé maint exégète. Autoritaire à l'extrême dans ses rapports avec les autres classes, le confucianisme lutte opiniâtrement pour la *démocratie à l'intérieur de l'aristocratie*, pour la démocratie comme privilège exclusif d'une classe dirigeante. Son opportunisme, son conservatisme, son traditionalisme, aussi bien que certains traits démagogiques — les confucianistes parlent toujours du peuple, *min*, quand ils entendent *bai xing*, les « Cent familles » — induisent facilement en erreur.

On sait qu'obéissant aux vicissitudes de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du parti bolchevique russe (1926-1936), les communistes chinois professent une philosophie sommaire de l'histoire qui explique bien leurs motifs, mais ne jette aucune lumière sur le passé réel. Selon eux, l'ancien régime de la société chinoise était purement et simplement le féodalisme, thèse qui fournit, du moins d'après une certaine interprétation schématique de la doctrine marxiste, la justification transparente, et d'une révolution bourgeoise, et d'une réforme agraire.

Je crois qu'une investigation sérieuse des conditions matérielles, des rapports sociaux, du mode de vie et de l'idéologie des fonctionnaires lettrés, montrera avant tout les traits distinctifs suivants : la position du lettré dans la société ne dépend en dernière analyse ni de sa formation, ni de ses privilèges héréditaires, ni de sa propriété ou de sa fortune familiale ou individuelle, mais tous ces éléments constitutifs de sa situation, et dont on ne peut pas nier l'importance, découlent de la fonction qu'il exerce effectivement sur tous les plans de la société. Office indispensable au fonctionnement d'une grande société agraire dont les cellules, les familles paysannes vivant disséminées sur la base d'une autarcie économique individuelle, couvrent un immense territoire continental, sans articulations naturelles, et qui se désagrégeraient dans une anarchie irrémédiable sans un cadre solide d'administrateurs hiérarchisés, munis d'un pouvoir discrétionnaire que leur confère un gouvernement central. Chaque essai de remplacer l'administration des fonctionnaires, dirigés par un centre gouvernemental, et que le pouvoir centralisé peut envoyer ou révoquer à n'importe quel moment dans le coin le plus éloigné de l'empire, par une administration féodale de la noblesse terrienne et territoriale, a toujours abouti, en Chine comme ailleurs, à un particularisme. Mais ce particularisme chinois, à l'encontre des conditions différentes du multinationalisme occidental, s'est presque immédiatement traduit, non seulement par le morcellement de la souveraineté, mais encore par la décadence de toutes les institutions qui garantissaient l'ordre social, condition *sine qua non* de la sécurité publique, de la production, des échanges, d'une vie réglée et même de la vie tout court. Parmi ces institutions qui ne peuvent pas être créées, et moins encore maintenues, sans le concours actif, continu et omniprésent, des fonctionnaires, je ne voudrais nommer que les plus importantes : le calendrier, indispensable aux travaux agricoles; la régularisation des cours d'eau, le système des canaux de transport et d'irrigation, la construction des digues, nécessaires pour lutter contre le cataclysme alterné des inondations et des sécheresses; le stockage des réserves dans des greniers publics en cas de famine (et nous savons que les famines périodiques étaient le sort commun de toutes les sociétés agraires jusqu'au seuil du XXe siècle); l'unité des mesures et de la monnaie, gage des échanges réguliers; l'organisation de la défense nationale contre

les assauts éternels des barbares nomades; enfin, l'instruction, l'éducation, la formation et la reproduction des élites.

On remarquera le trait commun de toutes ces fonctions : aucune n'est immédiatement productive, mais chacune est nécessaire, indispensable même pour maintenir la production. La plupart des charges de ce ministère public concourent à la direction des grands travaux, à l'encadrement d'une main-d'œuvre nombreuse. L'absence de chacune remettrait en question le bon fonctionnement des activités de base de toute la société. Un autre trait commun et important de ces fonctions est leur caractère *politique;* elles ne demandent pas de connaissances particulières, spéciales, mais un savoir-vivre et un savoir-faire, la maîtrise d'une culture générale qui, sans dédaigner les connaissances rudimentaires, leur ajoute l'art suprême du maniement des hommes. En un mot, l'aptitude acquise par l'expérience, qui met les fonctionnaires à même de coordonner, de diriger, d'encadrer et de contrôler les techniciens, les experts, les spécialistes. Ce système ne permet pas à son élite d'étioler sa personnalité dans la spécialisation; connaître ses classiques par cœur et un peu de musique, les règles de la politesse et du style poli, savoir manier le pinceau et écrire des vers, peut être plus important pour l'exercice des fonctions sociales et politiques qu'un métier spécialisé ou la connaissance des sciences exactes — à la fois défaut et avantage insigne de cette civilisation, si on l'oppose aux stades ultérieurs de la nôtre. D'où le caractère d'aimable dilettantisme de l'honnête homme, du *junzi*, qui doit représenter dans chaque situation de la vie les prérogatives d'une élite appelée à gouverner les hommes.

Il y a d'autres aspects moins plaisants du fonctionnarisme dont l'étude est peut-être moins attachante, mais à coup sûr plus importante pour notre XXe siècle. Ce sont le totalitarisme et la corruption.

La *corruption*, la chose la mieux partagée dans les sociétés pauvres et arriérées, ou plus exactement dans le monde pré-industriel, sévit à l'état endémique là où les représentants de l'État, mal payés, doivent exclusivement vivre de leurs traitements. La vertu suprême étant l'obéissance envers les supérieurs hiérarchiques, il est inévitable que, à défaut de tout contrôle d'en bas dans l'exercice de ses charges, le fonctionnaire récupère sur la société ce que l'État lui refuse. Et voici le fonctionnaire classique chinois qui, après avoir étudié pendant

ÉTIENNE BALAZS

la bureaucratie céleste

recherches sur l'économie et la société de la chine traditionnelle

Étienne Balazs (1905-1963) était considéré par les spécialistes du monde entier comme un des plus grands historiens occidentaux de la Chine impériale. Hongrois de naissance, formé à l'Université de Berlin, sa thèse sur l'histoire économique des Tang l'imposa aussitôt. Émigré en France à l'avènement du nazisme, finalement professeur à l'École Pratique des Hautes Études, Balazs dispersa pendant vingt ans dans de savantes publications anglo-saxonnes, allemandes et surtout françaises les résultats d'une recherche dont l'extraordinaire variété ne masque pas l'unité du thème : la permanence du mandarinat, les mécanismes d'une société bureaucratique, les inerties et les transformations des institutions, la théorie politique et la pratique administrative, les caractères originaux de la vie commerciale et industrielle, les formes spécifiques de la protestation dans un système social frappé d'immobilisme.

Lecteur de Marx et de Max Weber, peu d'historiens ont à ce point nourri une impeccable érudition de la certitude que, selon la formule chinoise, le passé est un miroir tendu au présent. « Ce que Balazs cherchait dans la sinologie, écrit Paul Demiéville dans sa présentation, c'étaient des données comparatives propres à asseoir sur une base élargie les questions sociales et économiques qui se posaient dans sa jeunesse, surtout dans son pays natal profondément troublé, et qui l'engageaient tout entier. » D'autant plus qu'« à notre siècle russo-américain, succédera, pour Balazs, un XXIe siècle chinois ».

Aquarelle extraite de *La vie des Empereurs chinois* (détail), fin XVIIe, début XVIIIe siècle. Bibliothèque nationale, Paris. Photo © Bibl. nat.

9 782070 714582 88-XI A 71458 ISBN 2-07-071458-6 54 FF tc